

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3354

12 novembre 2014

SOMMAIRE

AIO IV S.à r.l.	160946	Management Tower Europe S.à r.l.	160949
Aircraft Solutions Lux XIII S.à r.l.	160946	Meg Investments S.A.	160951
ARCIS Applications et Recherches Com- munes en Ingénierie et Services	160984	Merck Re S.A.	160950
BRE/Europe Hotel Holding I S.à r.l.	160948	MK Fund SICAV SIF S.A.	160950
Capital Quest	160956	Online Web Services S.A.	160951
Corsica Resort Investments S.A.	160954	Opteamwork S.A.	160985
Cotena S.A.	160954	Opteamwork S.A.	160961
Cresco Capital Mauerpark S.à r.l.	160977	Oracle REO Holdco S.à r.l.	160951
Dana European Holdings Luxembourg S.à r.l.	160952	Orangefield (Luxembourg) S.A.	160986
Dev Port S.A.	160954	Promidux S. à r.l.	160958
Dinar Invest SPF S.A.	160950	Reinhardt 32 S.A.	160966
Discovery B S.à r.l.	160953	Seven Vegas S.A.	160948
DuPont Operations, Inc. (Luxembourg) branch	160955	Société Immobilière Bertrange S.A.	160947
Elbblick (Echo) S.à r.l.	160952	Solamar S.A.	160947
Elbblick (Foxtrot) S.à r.l.	160954	Solutions Engineering Management S.à r.l.	160949
Elbblick (Golf) S.à r.l.	160955	Stereolux S.A.	160949
Eli Industries Holding S.A.	160953	Sun Hill Investments S.A.	160947
Enterprise technologies S.à r.l.	160953	Sun Hill Investments S.A.	160948
Enuma Holding S.A.	160951	SWC Overseas S.A.	160949
Espace Strassen S.A.	160953	T.G.P.K. s.à r.l.	160947
Espalux Investments S.A., SPF	160952	Tilsitt Luxembourg S.à r.l.	160948
European Fruit S.A.	160952	Tishman Speyer Sanctuary Holdings S.à r.l.	160990
Européenne d'Investissements Immo- biliers	160955	Tourismia	160946
Finavest	160955	Witry Communications	160946
Las Rozas Funding Holding S.à r.l.	160950	Wolf Invest S.A.	160946

Witry Communications, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6471 Echternach, 32, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 140.223.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 14.10.2014.

Référence de publication: 2014160130/10.

(140181856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Wolf Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 172.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014160131/10.

(140181939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Aircraft Solutions Lux XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 167.638.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 août 2014.

Référence de publication: 2014160183/11.

(140182402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

AIO IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 182.688.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 6 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 7 juillet 2014.

Référence de publication: 2014160199/11.

(140182401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Tourismia, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 131.450.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/10/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014160556/12.

(140182199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Solamar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 180.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160524/9.

(140182437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Société Immobilière Bertrange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 13, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 82.938.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014160523/11.

(140181999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Sun Hill Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 150.810.

Nous vous prions de bien vouloir noter la démission, en date du 16 septembre 2014 des Administrateurs suivants:

- Monsieur Daniel GALHANO, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg;
- Monsieur Laurent TEITGEN, demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

Nous vous prions également de bien vouloir noter la démission, en date du 16 septembre 2014, du Commissaire aux comptes:

- La société Revisora S.A., ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 60, Avenue de la Liberté, R.C.S. Luxembourg B 145.505.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SUN HILL INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2014160534/16.

(140182044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

T.G.P.K. s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4437 Soleuvre, 195, rue de Differdange.
R.C.S. Luxembourg B 143.533.

Réalizations de l'Assemblée générale extraordinaire du 13 octobre 2014

Résolutions:

- Madame Teresa NOBREGA SOUSA, employée privée, née le 06 mai 1967 à Gaula (Portugal), demeurant à 23, route d'Esch L-4450 BELVAUX, est révoquée de sa fonction de gérante technique

- Madame Renée FLAMMANG, serveuse, née le 11 novembre 1961 à Differdange, demeurant à 41, rue Eugène Reichling, L-4302 Esch/Alzette, est nommée gérante technique pour une durée indéterminée

- Madame Teresa NOBREGA SOUSA, employée privée, née le 06 mai 1967 à Gaula (Portugal), demeurant à 23, route d'Esch L-4450 BELVAUX, est nommée gérante administrative pour une durée indéterminée

Soleuvre, le 13 octobre 2014.

Madame Teresa NOBREGA SOUSA / Monsieur Guy FLAMMANG /
Madame Renée FLAMMANG.

Référence de publication: 2014160541/18.

(140182203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Seven Vegas S.A., Société Anonyme.

Siège de direction effectif: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 135.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160520/9.

(140182019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

BRE/Europe Hotel Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 127.733.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014161291/9.

(140183964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

Tilsitt Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 127.209.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Pour Tilsitt Luxembourg S.à r.l.

Stéphane HEPINEUZE

Gérant

Référence de publication: 2014160542/13.

(140182339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Sun Hill Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 150.810.

Il est porté à la connaissance de tous, que le contrat de domiciliation signé en date du 14 février 2010 entre:

Société domiciliée:

SUN HILL INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

RCS Luxembourg B 150.810

Et

Domiciliaire:

Fidelia, Corporate & Trust Services S.A., Luxembourg

Société Anonyme

5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg.

RCS Luxembourg B 145.508

a pris fin avec effet au 15 octobre 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fidelia, Corporate & Trust Services S.A., Luxembourg

Référence de publication: 2014160535/21.

(140182277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

SWC Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 140.560.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SWC OVERSEAS S.A.

Référence de publication: 2014160537/10.

(140182330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Stereolux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 42.722.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014160531/10.

(140182088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Management Tower Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.750,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 169.267.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014160950/12.

(140182641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

S.E.M. S.à r.l., Solutions Engineering Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4, Op der Haart.
R.C.S. Luxembourg B 123.686.

Constatation de cession de parts sociales

Suite aux conventions de cession de parts sociales sous seing privé, signées par les cédants et le cessionnaire en date du 10 octobre 2014 et acceptées par les gérants au nom de la société, il en résulte que le capital social de la société «SOLUTIONS ENGINEERING MANAGEMENT S.à r.l.» est désormais réparti comme suit:

SAPPINESS S.A. avec siège social à L-9999 Wemperhardt, 4 op der Haart et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 137 041	90
Monsieur Philippe TOUSSAINT, né le 7/11/1957 à Malmedy (B) et demeurant à B-4910 La Reid (Theux), 67/1 rue Grand Vinave	5
Monsieur Stanislas SOKOLSKI, né le 3/05/1956 à Uccie (B) et demeurant à L-9980 Wilwerdange, 6 Hauptstrooss	5
Total: cent parts sociales	100

Diekirch, le 10 octobre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Les associés

Référence de publication: 2014160525/22.

(140181992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Dinar Invest SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2273 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 170.986.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014159640/9.

(140181143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Las Rozas Funding Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 160.730.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014160383/11.

(140182361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

MK Fund SICAV SIF S.A., Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 184.611.

Extrait des résolutions du conseil d'administration de la société prises par voie circulaire

Monsieur Laurent PICHONNIER, né le 4 Janvier 1972, à Bordeaux (France), résidant professionnellement au 53, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg) a démissionné de sa fonction d'administrateur de la Société avec effet au 22 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié conforme

Référence de publication: 2014160971/14.

(140182591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Merck Re S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 5.000.000,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 32-36, boulevard d'Avranches.
R.C.S. Luxembourg B 104.430.

EXTRAIT

IL RESULTE DES RESOLUTIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DE LA SOCIETE PRISES A LUXEMBOURG LE 8 OCTOBRE 2014 QUE:

1. Le siège social de la Société a été transféré du 1-3 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 15 Octobre, 2014.

2. Tim Hashagen, l'un des administrateurs de la Société, a également élu son adresse professionnelle au 32-36 Boulevard d'Avranches, L-1160 Luxembourg, avec effet au 15 Octobre, 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 Octobre 2014.

Pour extrait conforme

Pour MERCK RE S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014160965/20.

(140183393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Meg Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1327 Luxembourg, 4, rue Charles VI.
R.C.S. Luxembourg B 134.467.

Les comptes annuels rectificatifs au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés le 26 Novembre 2013 sous le numéro L130200457
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014160409/12.

(140182493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Enuma Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 176.441.

L'adresse de Monsieur Philippe MARLIÈRE, administrateur, est modifiée tel que suit:
1, rue du Grain d'Or, B- 7500 Tournai (Belgique)

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 octobre 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

Référence de publication: 2014160785/13.

(140183090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Online Web Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 127.146.

Extrait du procès-verbal des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 2 juin 2014.

L'actionnaire unique prend acte de la démission de Madame Valérie BEZIN et Monsieur Benoit WUILLIAUME de leur poste d'administrateur et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

A dater du 1^{er} juin 2014, l'administrateur unique est donc Monsieur Benoit DE SIMONE.

En outre, l'administrateur unique, présent, prend acte de la démission de Madame Valérie BEZIN de son poste d'administrateur-délégué et ce, avec effet au 1^{er} juin 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014160448/14.

(140182172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Oracle REO Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 156.069.

Extrait des résolutions écrites des Associés en date du 1^{er} Octobre 2014

En date du 1^{er} Octobre 2014, l'Associé unique de la société Oracle Securitization S.à r.l. a prit les résolutions suivantes:

1. L'Associé unique décide d'accepter la démission, avec effet immédiat de Monsieur Ralf Remer de son poste de gérant.
2. L'Associé unique décide de nommer, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée Monsieur Yann Mertz, né le 5 Octobre 1972 à Saint-Denis (France), demeurant professionnellement au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg en tant que gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160451/15.

(140182324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Elblick (Echo) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 127.078.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160759/9.

(140182496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Dana European Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 123.594.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 17 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014160743/11.

(140182958) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

European Fruit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 71.645.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 7 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2018.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014160791/16.

(140183182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Espalux Investments S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1^{er}.
R.C.S. Luxembourg B 163.411.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 octobre 2014

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société Espalux Investments S.A., SPF, tenue au siège social en date du 10 octobre 2014, que les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1° Acceptation des démissions de Naturwerk S.A., Antar Invest S.A. et Solero S.A. comme administrateurs de la société et ceci avec effet immédiat.

2° Nomination de deux nouveaux administrateurs pour une durée de six ans:

- Monsieur Jürgen Fischer, demeurant professionnellement à 38, bd. Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg;
- Monsieur Klaus Krumnau, demeurant professionnellement à 38, bd. Napoléon I^{er}, L-2210 Luxembourg;
- Monsieur Jean Beissel, demeurant professionnellement à 3, rue des Foyers, L-1537 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Espalux Investments S.A., SPF

Référence de publication: 2014160789/18.

(140183127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Espace Strassen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5244 Sandweiler, 2B, Ennert dem Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 183.955.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 12 juin 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 14 juillet 2014.

Référence de publication: 2014160774/11.

(140182686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Discovery B S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 178.877.

L'assemblée générale du 18 juin 2014 a ratifié la nomination de Mr. Jean-Daniel Zandona, domicilié à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que Gérant de la Classe B, en remplacement de Mr. Eduard von Kymmel, membre démissionnaire. Le mandat de Mr. Jean-Daniel Zandona est pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014160747/12.

(140182867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Enterprise technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 171.949.

EXTRAIT

Par décision en date du 1^{er} août 2014, l'associé unique de la société a:

- accepté la démission de Monsieur Johannes Schulte de ses fonctions de Gérant A avec effet au 1^{er} août 2014;
- nommé pour une durée illimitée aux fonctions de Gérant A de la société, Monsieur Steve Eisner, né le 13 août 1970 à New-York (États-Unis), demeurant à 9800 Wilshire Blvd., Beverly Hills, CA 90232, États-Unis, en lieu et place de Monsieur Johannes Schulte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2014160773/15.

(140182701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Eli Industries Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 73.626.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 7 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur de catégorie B.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur de catégorie B.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014160781/16.

(140182538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Elbblick (Foxtrot) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 127.077.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160760/9.

(140182503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Corsica Resort Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 103.613.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160732/9.

(140182717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Dev Port S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 137.313.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 7 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peterelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014160745/16.

(140182541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Cotena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 93.069.

Extrait de l'A.G. Ordinaire du 02 juillet 2014

1) L'Assemblée Générale approuve à l'unanimité le renouvellement du Conseil d'Administration pour une période de 6 ans. Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- M. Bernard ZIMMER, né le 25/10/1952 à Kinshasa (RDC), demeurant professionnellement au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

- La société International Business Services & Partners S.A., enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le N° B 35973, sise au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

- La société Goudsmit & Tang Management Company, enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le N° B 41819, sise au 25 A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg

2) Le mandat de la Fiduciaire BEFAC Expertises Comptables et Fiscales (Luxembourg) sàrl, enregistrée auprès du R.C.S. Luxembourg sous le N° B 45066, sise au 25A Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, est renouvelé pour une période de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160735/20.

(140182674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Elblick (Golf) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 127.065.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160761/9.

(140182512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

DuPont Operations, Inc. (Luxembourg) branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2984 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 159.851.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014160752/9.

(140182312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Européenne d'Investissements Immobiliers, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 23.044.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 7 octobre 2014

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur.

Le conseil d'administration a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014, Madame Vanessa TIMMERMANS, née le 25 juillet 1986 à Messancy (Belgique) et résidant professionnellement au 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald, aux fonctions d'administrateur.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2014160792/16.

(140182536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Fininvest, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 14.037.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 août 2014

Sont renommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- Monsieur Jacques LOESCH, demeurant professionnellement au 35, avenue John F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg, Président;

- Monsieur Karl-Heinz DICK, administrateur de sociétés, demeurant au 53, Tontelerwee, L-8552 Oberpallen;

- Monsieur Pietro MOGGI, demeurant au 10, Via Somaini, CH - 6901 Lugano, Suisse;

- Monsieur Andrea RIFFESER MONTI, demeurant au 106, Enrico Mattei, I - 40138 Bologna, Italie.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2014:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 9, rue du Laboratoire, L - 1911 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 9 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160794/20.

(140182775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Capital Quest, Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 142.388.

In the year two thousand and fourteen,

On the fifth day of September,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, civil law notary, residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the "société anonyme" (public limited company) under the Laws of Luxembourg "CAPITAL QUEST", having its registered office at L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, incorporated by deed of notary Karine REUTER, then residing in Redange/Attert, on 15 October 2008, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 2,668 of 31 October 2008, whose articles of association have been amended by deed of notary Karine REUTER, then residing in Redange/Attert, on 21 October 2008, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 2,768 of 14 November 2008, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg under section B and number 142,388, with a corporate share capital of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.00), divided into three hundred ten (310) shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.00) each.

The meeting is presided over by Mr. Felix FABER private employee, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

who appoints as secretary Mrs. Jacqueline BERNARDI, private employee, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

The meeting elects as scrutineer Mr. Gilles KRIER, private employee, residing professionally in L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

The board having thus been constituted the chairman declares and requests the notary to state that:

I.- The shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are featured on an attendance list to be signed "ne varietur" by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary; such attendance list and the proxies will be registered with this deed.

II.- It appears from the said attendance list that all shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

III.- The present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of following agenda:

1. Decision to have the company dissolved.
2. Decision to proceed with the company's liquidation.
3. Discharge of the Directors and Auditor.
4. Appointment of one or several Liquidator(s) and specification of his or their powers.
5. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The general meeting decides to dissolve the company "CAPITAL QUEST".

Second resolution:

The general meeting decides to put the company "CAPITAL QUEST" into liquidation as of this day.

Third resolution:

The general meeting decides to grant full discharge to the directors and the auditor of the company for the period starting on their appointment and ending on the day of the present meeting.

Fourth resolution:

The general meeting decides to appoint as liquidator "REDNER HOLDINGS CORP.", a company incorporated under the Laws of the Republic of Panama, recorded at the Microjacket of Panama (Republic of Panama) under file number 394,914, having its registered offices at East 53rd Street, MMG Tower 2nd Floor, Marbella, Panama City, Republic of Panama.

The general meeting decides to determine the powers of the liquidator as follows:

The liquidator shall have the broadest powers to carry out his mandate, and in particular all the powers provided for by article 144 through article 148bis of the law of 10 August 1915, as amended, concerning commercial companies. It may carry out all deeds provided for by article 145 without having to ask for authorization of the general meeting of shareholders where required.

The liquidator may dispense the registrar of mortgages to make inscriptions ex officio, waive any real rights, privileges, mortgages, resolutive actions, grant replevin, with or without payment, of any registration of privileges or mortgages, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments. He may, under his responsibility, delegate to one or several agents such portion of his powers for special and specific operations as he shall determine and for such duration as he shall fix.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surname, name, civil status and residence, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze,

Le cinq septembre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de droit luxembourgeois "CAPITAL QUEST", avec siège social à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt, constituée suivant acte reçu par le notaire Karine REUTER, alors de résidence à Redange/Attert, en date du 15 octobre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2668 du 31 octobre 2008, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Karine REUTER, alors de résidence à Redange/Attert, en date du 21 octobre 2008 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2768 du 14 novembre 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 142.388, au capital social de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00), représenté par trois cent dix (310) actions ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100.00) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur Felix FABER, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt,

qui désigne comme secrétaire Madame Jacqueline BERNARDI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Gilles KRIER, employé privé, demeurant professionnellement à L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la dite liste de présence que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalables.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, conçu comme suit:

1. Décision de dissoudre la société.
2. Décision de procéder à la mise en liquidation de la société.
3. Décharge donnée aux administrateurs et au commissaire.
4. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateur(s) et détermination de ses ou leurs pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide la dissolution de la société "CAPITAL QUEST".

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société "CAPITAL QUEST" à compter de ce jour.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire en fonction, pour l'exercice de leurs mandats depuis la date de leur nomination respective jusqu'à la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer comme liquidateur "REDNER HOLDINGS CORP.", une société de droit de la République de Panama, inscrite au "Microjacket" de Panama (République de Panama) sous le numéro 394.914, ayant son siège social au East 53rd Street, MMG Tower 2nd Floor, Marbella, Panama City, République de Panama.

L'assemblée générale décide de déterminer les pouvoirs du liquidateur comme suit:

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, de renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, accorder mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions de privilèges ou hypothèques, transcriptions, saisies, oppositions ou autres entraves. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer à une ou plusieurs personnes telle partie de ses pouvoirs pour des opérations spéciales et spécifiques qu'il déterminera et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais et suivi d'une version française; sur demande desdits comparants et en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: F. FABER, J. BERNARDI, G. KRIER, E. SCHLESSER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 09 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41856. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME,

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146016/135.

(140166244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Promidux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 13.649.300,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 161.983.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth of September,

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of Promidux S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), validly existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of USD 13,649,300 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 161.983 (the "Company").

There appeared

Virvi B.V., a private company with limited liability, incorporated and validly existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in Amsterdam (The Netherlands), and with address at John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, registered with the trade register under number 56597428;

here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally at Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney.

The said power of attorney, initialled ne varietur shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereinabove, has requested the notary to enact the following:

1. the 136,493 shares representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which Virvi B.V. has been duly informed;

2. in order to simplify the administrative and legal structure and to increase the operational efficiency of the group of companies the Company belongs to, the board of managers of the Company, on July 2, 2014, resolved to propose that the Company merges with and be absorbed by Promidux B.V., a private company with limited liability, incorporated and

validly existing under the Laws of The Netherlands, having its registered office in Amsterdam (The Netherlands), and with address at John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, registered with the trade register under number 56597967 (the "Merger");

3. in the framework of the Merger and in accordance with the provisions of article 261 of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Luxembourg Law"), a common draft terms of merger, drawn-up by the board of managers of the Company together with the management board of Promidux B.V., has been enacted by Maître Jean Seckler, civil law notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, on June 24, 2014, published with the Memorial N°1775 on July 9, 2014, in accordance with the provisions of article 262 of the Luxembourg Law (the "Common Draft Terms of Merger");

4. in accordance with the provisions of article 267 of the Luxembourg Law, the following documents have been made available for the sole shareholder's inspection at the registered office of the Company, at least one month before the date of the present meeting:

- the Common Draft Terms of Merger;
- the annual accounts and the annual reports of the Company for the last three financial years;
- the annual accounts and the annual report of Promidux B.V. for its first financial year;
- the declaration of the sole shareholder of the merging companies in which it has agreed to refrain from requesting:
 - * the report of the board of managers of the Company referred to in article 265 of the Luxembourg Law; and
 - * the examination of the common draft terms of merger by independent expert and the subsequent expert report referred to in article 266 of the Luxembourg Law;
- the declaration of the sole shareholder of the merging companies in which it has agreed to refrain from applying:
 - * article 2:313 paragraph 1 Dutch Civil Code (the "DCC") (no explanation of the board of managing directors is required); and
 - * article 2:315 paragraph 1 DCC (no information of the board of managing directors on significant changes in assets and liabilities after the deposit of the merger proposal is required);

5. in accordance with the provisions of article 259 of the Luxembourg Law, all of the Company's assets and liabilities will be transferred to Promidux B.V. at the time of its dissolution without liquidation; and

6. the Merger will not have any consequences regarding the Company's or the Promidux B.V.s creditors' right to be paid for their claims, nor will the merger have any consequences for the sole shareholder. The creditors of (i) Promidux B.V. and (ii) the Company may during a period of two months following the publication of the present deed require guarantees for outstanding claims in accordance with article 268 of the Luxembourg Law.

The sole shareholder, represented as stated hereinabove, requests the notary to enact that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the merger by way of absorption of the Company by Promidux B.V.; and
2. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the sole shareholder, the following resolution has been taken:

Sole resolution

It is resolved to approve the Merger under the terms and conditions set forth in the Common Draft Terms of Merger.

It is noted that the Merger will be effective as of the day following the date of execution of the deed of merger in the Netherlands.

However, notwithstanding the foregoing provisions and as stated in the Common Draft Terms of Merger under section 3 item 3.a., the operations of the Company under Luxembourg Law and Dutch law will be treated for accounting and tax purposes as being carried out on behalf of Promidux B.V. with effect as of January 1, 2014.

Statement of the notary

The undersigned notary, in accordance with the provisions of article 271 (2) of the Luxembourg Law, hereby:

- certifies that all the required actions and formalities of the Company pursuant to the provisions of the Luxembourg Law have been validly and legally performed; and
- finally declares to have performed all the required controls for the purpose of the present statement.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the merger, have been estimated at about EUR 2,050.-

The corporate capital is valued at EUR 10,583,200.-

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dixième jour du mois septembre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société Promidux S.à r.l., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, avenue Gaston Diederich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 13.649.300 USD et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.983 (la «Société»).

A comparu

Virvi B.V., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam, et son adresse professionnelle au John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, The Netherlands, immatriculée auprès du registre de commerce sous le numéro 56597428;

ici représentée par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signées ne varietur restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a demandé au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

1. les 136.493 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont Virvi B.V. a été dûment informé;

2. afin de rationaliser la structure administrative et légale et d'améliorer l'efficacité opérationnelle du groupe de sociétés dont fait partie la Société, le conseil de gérance de la Société a, en date du juin 2, 2014, décidé de proposer que la Société fusionne et soit absorbée par Promidux B.V., une société à responsabilité limitée, dûment constituée et valablement existante en vertu des lois des Pays-Bas, ayant son siège social à Amsterdam (Pays-Bas), et son adresse professionnelle au John M. Keynesplein 13, 1066 EP Amsterdam, Pays-Bas, immatriculée auprès du registre de commerce sous le numéro 56597967 (la «Fusion»);

3. dans le cadre de la Fusion et conformément aux dispositions de l'article 261 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), un projet commun de fusion établi par les conseils de gérance de la Société et de Promidux B.V., a été établi par devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg le 24 juin 2014, publié au Mémorial C - N°1775 en date du juillet 9, 2014, conformément aux dispositions de l'article 262 de la Loi (le «Projet Commun de Fusion»);

4. conformément aux dispositions de l'article 267 de la Loi, les documents listés ci-dessous ont été mis à la disposition de l'associé unique au siège social de la Société, au un mois avant la date de la présente assemblée, afin de lui permettre d'en prendre connaissance:

- le Projet Commun de Fusion;

- les comptes annuels et les rapports annuels de la Société pour les trois dernières années;

- les comptes annuels ainsi que le rapport de gestion du premier exercice de Promidux B.V.

- la déclaration de l'associé unique des sociétés qui fusionnent par laquelle ce dernier a accepté de renoncer à l'application des dispositions suivantes:

* le rapport du conseil de gérance de la Société prévu à l'article 265 de la Loi; et

* l'analyse du Projet Commun de Fusion par un expert indépendant et l'analyse subséquente de son rapport conformément à l'article 266 de la Loi;

- la déclaration de l'associé unique des sociétés qui fusionnent par laquelle ce dernier a accepté de renoncer à l'application des dispositions suivantes

* l'article 2:313 paragraphe 1 du code civil hollandais (aucune explication n'est requise de la part du conseil de gérance);
et

* l'article 2:315 paragraphe 1 du code civil hollandais (aucune information n'est requise par le conseil de gérance sur les changements substantiels concernant l'actif et le passif qui suivent le dépôt de la proposition de fusion).

5. conformément aux dispositions de l'article 259 de la Loi, par suite et au moment de sa dissolution et sans liquidation, l'ensemble du patrimoine de la Société, actifs et passifs, sera transféré à Promidux B.V.; et

6. la Fusion n'aura aucune conséquence sur les droits des créanciers de la Société ou de Promidux B.V. à être remboursés de leurs créances, ni sur les droits de l'associé unique de la Société. Les créanciers de (i) Promidux B.V. et de (ii) la Société pourront durant une période de deux mois suivant la publication du présent acte exiger des garanties sur les créances en cours conformément à l'article 268 de la Loi.

L'associé unique, représentée comme décrit ci-dessus, a demandé au notaire soussigné d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation de la fusion par absorption de la Société par Promidux B.V.; et
2. Divers.

Après que ce qui précède a été approuvé par l'associé unique, la résolution suivante a été adoptée:

Résolution unique

Il est décidé d'approuver la Fusion selon les termes et conditions établis par le Projet Commun de Fusion.

Il est noté que la Fusion sera effective à compter du jour suivant la date de signature de l'acte de fusion aux Pays-Bas.

Toutefois, nonobstant les dispositions précédentes et tel que mentionné dans le Projet Commun de Fusion sous le point 3.a., les opérations de la Société seront, selon la Loi et la loi néerlandaise, considérées du point de vue comptable et fiscal comme accomplies pour le compte de Promidux B.V. avec effet à compter du 1^{er} janvier 2014.

Déclaration du notaire

Le notaire soussigné, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la Loi, par le présent:

- certifie que toutes les mesures et formalités incombant à la Société en vertu de la Loi ont été valablement et légalement réalisées; et

- déclare enfin avoir réalisé tous les contrôles dans le but de produire la présente déclaration.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de la fusion, s'élève à environ EUR 2,050.-.

Le capital social a été évalué à 10.583.200,- EUR

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, passé à Junglinster, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la partie comparante, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 septembre 2014. Relation GRE/2014/3625. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014146334/172.

(140166119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Opteamwork S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 178.404.

L'an deux mille quatorze, le treize mars.

Pardevant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que mandataire de:

1. Monsieur Edouard CHANTRIER, administrateur de sociétés, né le 24 septembre 1975 à Paris (France), demeurant au 209 rue saint Honoré F-75001 Paris (France), propriétaire de six mille trois cent soixante-quinze (6.375) parts sociales; et

2. «OAI GROUP» une société à responsabilité limitée de droit français ayant son siège social au 45 rue du Général Charles De Gaulle F-91610 Ballancourt-sur-Essonne (France), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris (France) sous le numéro 791 712 060 R.C.S. Paris (France), propriétaire de six mille cent vingt-cinq (6.125) parts sociales,

en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé en date du 5 et 18 février 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par le mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, sont les seuls et uniques associés (les «Associés») de "OP-TEAMWORK", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, 128, Boulevard de la Pétrusse, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 21 juin 2013, publié au Mémorial C n° 2042 le 22 août 2013,

immatriculée près du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 178.404.

Les Associés, représentés comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les Associés révoquent le gérant unique de la Société avec effet immédiat et lui donne pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat jusqu'à ce jour.

Deuxième résolution:

Les Associés transforment la forme légale de la Société en une société anonyme (S.A.) conformément à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Par cette transformation de la société à responsabilité limitée en société anonyme, aucune nouvelle société n'est créée, la société anonyme étant la continuation de la société à responsabilité limitée telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique, et sans qu'aucun changement n'intervienne tant dans l'actif que le passif de cette société.

Les Associés constatent que:

- par cette transformation de la société à responsabilité limitée en une société anonyme, aucune nouvelle société n'est créée.
- la société anonyme est la continuation de la société à responsabilité limitée telle qu'elle a existé jusqu'à présent, avec la même personnalité juridique;
- le capital et les réserves demeurant intacts de même que tous les éléments d'actifs et de passifs, les amortissements, les moins-values et les plus-values, et la société anonyme continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société à responsabilité limitée.

Troisième résolution:

Suppression de la valeur nominale des parts sociales:

Les Associés décident de supprimer la valeur nominale des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales représentatives du capital social.

Augmentation du capital social:

Conformément à l'article 26 2) de la loi sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, les Associés décident d'augmenter le capital social à concurrence de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents (12.500,- EUR) à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR), sans création ni émission de parts sociales nouvelles mais par augmentation du pair comptable des douze mille cinq cents (12.500) parts sociales représentatives du capital social de la Société.

Il est constaté que la libération intégrale de l'augmentation de capital ci-avant réalisée a été faite par les Associés moyennant versement en numéraire à raison de cent pour cent (100%), de sorte que le montant de dix-huit mille cinq cents euros (18.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant qui le constate dans la résolution suivante.

Conversion des parts sociales en actions:

Les Associés décident de convertir les parts sociales de la société à responsabilité limitée en actions, de sorte que le capital sera représenté dorénavant par douze mille cinq cents (12.500) actions sans désignation de valeur nominale. Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sont annulées et échangées contre douze mille cinq cents (12.500) actions sans désignation de valeur nominale.

Rapport du réviseur d'entreprise agréé:

La transformation de la Société se fait sur base de la situation active et passive de la Société telle qu'elle est reprise dans le rapport d'évaluation établi par «Audit Conseil Services S.à r.l.» ayant son siège social au 283, route d'Arlon L-8011 Strassen (RCS Luxembourg B 142.685), en date du 10 mars 2014 par signé par le Réviseur d'Entreprises Agréé, Monsieur Alain BLONDLET, demeurant professionnellement au 283, route d'Arlon L-8011 Strassen, conformément aux articles 33-1, 32-1 et 26-1 (1) de la loi sur les sociétés commerciales, dont les conclusions sont les suivantes:

«Conclusion:

Sur base des travaux réalisés et décrits ci-avant, aucun fait n'a été porté à notre attention qui nous permette de croire que la valeur de l'Apport à cette date ne correspond pas au moins à la valeur du capital social émis en contrepartie.»

Une copie dudit rapport restera ci-annexé, signé «ne varietur» par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant.

Quatrième résolution:

Les Associés décident de changer la dénomination sociale de la Société en «OPTTEAMWORK S.A.» et de procéder à une refonte complète des statuts de la Société afin de les mettre en concordance avec ce qui précède et pour les adapter aux dispositions réglementant les sociétés anonymes.

Les STATUTS de la Société auront désormais la teneur suivante:

"Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de OPTTEAMWORK S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré à tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la conception et au conseil en systèmes et logiciels informatiques, et toutes prestations similaires et connexes.

La société pourra également procéder à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder à d'autres sociétés ou entreprises dans lesquelles la société détient une participation ou qui font partie du même groupe de sociétés que la société, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Titre 2. Capital, actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par douze mille cinq cent (12.500) actions, sans désignation de valeur nominale.

Les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

Titre 3. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

En cas d'actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'"Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire.

Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

En présence d'un administrateur unique, celui-ci endosse automatiquement la qualité de président du conseil d'administration.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la seule signature de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le conseil d'administration peut également déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateur(s)-délégué(s).

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le Conseil d'Administration peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, pour suites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre 4. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre 5. Assemblée générale

Art. 13. Les décisions des actionnaires sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris (dans la mesure permise par la loi) les assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, visioconférence, ou autres moyens de communication permettant à tous les actionnaires prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des actionnaires de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des actionnaires de la Société.

Les assemblées seront convoquées dans les conditions prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Toutefois, si l'intégralité du capital social est représenté à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions sera envoyé aux actionnaires au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions.

Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée).

Des résolutions écrites unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les actionnaires seront convoqués ou consultés une deuxième fois, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des statuts de la Société seront prises par (i) une majorité des actionnaires (ii) représentant au moins trois quarts du capital social émis. Les décisions concernant le

changement de nationalité de la Société seront prises par les actionnaires représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Titre 6. Année sociale, répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre 7. Dissolution, liquidation

Art. 16. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre 8. Dispositions générales

Art. 17. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Cinquième résolution:

Les Associés décident de fixer le nombre des membres du conseil d'administration à trois (3) et nomme les personnes suivantes aux fonctions d'administrateurs, leurs mandats expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2020:

- Monsieur Edouard CHANTRIER, administrateur de sociétés, né le 24 Septembre 1975 à Paris (14e), demeurant au 209, rue St Honoré, 75001 Paris, France;

- Monsieur Eric BOUGER, administrateur de sociétés, né le 1^{er} Avril 1981 à Chartres (France), demeurant au 7, villa de la Treille, 91590 La Ferté Alais, France; et

- Monsieur Jean-Pierre HIGUET, Avocat à la Cour, né le 23 Novembre 1960 à Couvain (Belgique), demeurant professionnellement au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg.

De plus, les Associés nomment «DATA GRAPHIC S.A.», ayant son siège social à L-2330 Luxembourg, Boulevard de la Pétrusse, 128 (R.C.S. Luxembourg B 42.166) à la fonction de commissaire aux comptes, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2020.

Réunion du conseil d'administration:

Les membres du conseil d'administration présents ou représentés, délibérant valablement, nomment:

Monsieur Edouard CHANTRIER, prénommé, à la fonction de président du conseil d'administration et à la fonction d'administrateur-délégué, avec tous pouvoirs d'engager la Société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature.

Les mandats des administrateurs-délégués ainsi nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2020.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cent quatre-vingt-un euros (1.581,- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. PIERRU, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18.03.2014. Relation: LAC/2014/12575. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 13.03.2014.

Référence de publication: 2014146322/225.

(140166144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Reinhardt 32 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 190.295.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-ninth day of the month of August;
Before the undersigned notary Carlo WERSANDT, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

THERE APPEARED:

The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg “AG FÜR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN”, with registered office in L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faiencerie, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 53465,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the “Proxy-holder”), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed “ne varietur” by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company („Aktiengesellschaft“), which it deems to incorporate herewith, and the articles of association of which are established as follows:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company („Aktiengesellschaft“) (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of “Reinhardt 32 S.A.”.

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the Sole Shareholder or by a collective decision of the shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company’s purpose is the participation in businesses and companies of any kind and the establishment, development, administration and supervision of businesses and companies. The Company may acquire its participations by subscription, contribution in kind, exercise of option rights and in any other way, manage and exploit them and dispose of them by sale, assignment, exchange or in any other way.

4.2 The Company may use its means to create, administer, develop and exploit a portfolio consisting of securities and patents of any kind and origin. For this it may acquire all kinds of securities by purchase, subscription or in any other way and alienate them by sale, assignment, exchange or in any other way.

4.3 The Company may give loans and grant advance payments and sureties to and for the benefit of its subsidiaries, affiliated companies or any other company in which it has an economic interest, as well as to companies belonging to the same group of companies, and support them in any way, under reserve and allowing for the respective legal provisions

and without carrying on a bank business or of the financial sector. Moreover, it may borrow in any form with or without guaranty and mortgage, issue debt securities, loan notes or other debt instruments, pledge or otherwise hypothecate for the benefit of its own creditors or for the benefit of creditors of companies of the aforementioned kind.

4.4 The Company may also proceed, in the Grand Duchy of Luxembourg as well as abroad, with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate.

4.5 Within the limits of its activity, the Company can grant mortgage, loans, with or without guarantee, and stand security for other persons or companies, within the limits of the applicable legal dispositions.

4.6 The Company may also carry out any commercial, industrial, financial, movable and immovable operations, which are in direct or indirect relation with its object or which may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), represented by one thousand (1,000) shares with a nominal value of thirty-one Euros (31.- EUR) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles

5.4 Additionally to the aforementioned issued shares, there exist one thousand (1,000) beneficiary shares (Genussanteile), accordingly to article 37 of the Law, with a nominal value of one Euro (1.- EUR) each.

The beneficiary shares benefit of the same voting rights as the presently issued shares but have no other right. The beneficiary shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders. They are issued for a term of ninety-nine (99) years.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the Company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 29th of June at 11:00 a.m..

If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

According to Law, non-voting shares representing capital may be issued only on the following conditions:

- they may not represent more than half of the subscribed capital;
- they must, in case of distribution of profits, confer the right to a preferential and cumulative dividend corresponding to a percentage of their nominal value or accounting par value determined by the articles, without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of any surplus profits;
- they must confer a preferential right to the reimbursement of the contribution, without prejudice to any right which may be given to them in the distribution of liquidation proceeds.

Preferred non-voting shares may be issued:

- at the incorporation of the Company if provided for by the articles;
- by an increase of capital;
- by the conversion of ordinary shares into preferred non-voting shares.

The General Meeting shall determine the maximum amount of such shares to be issued. If nonvoting shares are created by the conversion of ordinary shares in issue or, where authority for that purpose is included in the articles if non-voting preferred shares are converted into ordinary shares, the general meeting shall determine the maximum amount of shares to be converted and the conditions for conversion.

The offer for conversion shall be made at the same time to all shareholders in proportion to the amount of capital held. The right to subscribe may be exercised within a period to be determined by the board of directors, which may not be less than thirty days from the start of the subscription period which shall be announced by means of a notice determining the subscription period which shall be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and in two Luxembourg newspapers

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the Board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board of Directors may appoint one delegate to the day to day management of the Company, who need not to be neither a shareholder neither a Directors, who will have the full power to act in the name of the Company concerning the day to day management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory Auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (Rechnungskommissar (e)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (Wirtschaftsprüfer). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January of each year and shall terminate on the 31st of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2014.
2. The first annual general meeting will be held in the year 2015.
3. Exceptionally, the first chairman and the first delegate of the board of directors may be appointed by a passing of resolution of the sole shareholder after the incorporation of the Company.

Subscription and payment of the shares

The Articles having thus been established, the one thousand (1,000) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "AG FUR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915 on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Subscription and payment of the beneficiary shares

The Articles having thus been established, the one thousand (1,000) beneficiary shares (Genussanteile) have been also subscribed by the sole shareholder, the company "AG FUR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of one thousand Euros (1,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Remark

The officiating notary having drawn the appearing party's attention to the dispositions of article 37 of the amended law of August 10, 1915 on commercial companies, the appearing party expressly declares:

- to renounce to the drawing-up of the report of the independent certified auditor,
- to get all worked up about it, and
- to exempt the officiating notary from any responsibility in this regard.

Decisions taken by the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The registered office is established in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
2. The number of directors is fixed at three (3) and that of the statutory auditors at one (1).
3. Are appointed as directors:
 - a) Mr. René ABT, consultant, born in Basel (Switzerland), on July 3, 1942, residing in CH-6315 Oberägeri, 57b, Gulms-trasse (Switzerland);

b) Mr. Isaac NUNEZ DOVAL, company director, born in Madrid (Spain), on September 20, 1956, residing in E-28046 Madrid, 95, Edificio Torre Europa, Paseo de la Caste (Spain); and

c) Mr. Michael PROBST, chartered accountant, born in Treves (Federal Republic of Germany), on June 26, 1960, residing professionally in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

4. The public limited company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg "B.A. Tax Accountants", with registered office in L-1820 Luxembourg, 17, rue Jans, registered with the Trade and Companies Registry of Luxembourg, section B, under number 173086, is appointed as statutory auditor of the Company.

5. Following the faculty offered by point 3) of the transitory dispositions, the sole shareholder appoints Mr. René ABT, Mr. Isaac NUNEZ DOVAL and Mr. Michael PROBST, pre-named, as managing directors.

6. The mandates of the directors, the managing directors and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2020, unless they previously resign or are revoked.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, French and German, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French and a German version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French and German text, the English version will prevail.

WHERE OF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing persons, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorangegangenen Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunundzwanzigsten Tag des Monats August;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtswohnsitz in Luxembourg (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN

Die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „AG FÜR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN“, mit Gesellschaftssitz in L-1511 Luxembourg, 121, Avenue de la Faiencerie, eingetragen beim Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 53465,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmachten vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigebogen, um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht die Gründungsurkunde einer Aktiengesellschaft aufzunehmen, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigt, und deren Satzungen wie folgt lauten:

Art. 1. Form und Name.

1.1 Es wird eine Aktiengesellschaft (die Gesellschaft) gegründet, welche dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung (das Gesetz), sowie der vorliegenden Satzung (die Satzung) unterliegen soll.

1.2 Die Gesellschaft führt den Namen „Reinhardt 32 S.A.“.

1.3 Die Gesellschaft kann einen Einzelaktionär (der Einzelaktionär) oder mehrere Aktionäre haben. Die Gesellschaft kann nicht durch das Ableben, die Aussetzung der bürgerlichen Rechte, die Insolvenz, die Liquidation oder den Bankrott des Einzelaktionärs aufgelöst werden.

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Gesellschaftssitz der Gesellschaft wird in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, errichtet.

2.2 Er kann innerhalb der Grenzen der Gemeinde Luxemburg durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft (der Verwaltungsrat) bzw. im Fall eines einzelnen Verwaltungsratsmitglieds (das einzelne Verwaltungsratsmitglied) durch Beschluss des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds verlegt werden.

2.3 Der Gesellschaftssitz kann auf Grund eines Beschlusses des Einzelaktionärs oder durch einen kollektiven Beschluss der Gesellschafter, welcher nach den gesetzlichen Regelungen, die für eine Änderungen der Satzung maßgeblich sind, ergeht, an jeden anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.4 Falls der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse stattfinden werden oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigen könnten, kann er den Gesellschaftssitz vorübergehend ins Ausland verlegen, bis diese außergewöhnlichen Umstände beendet sind. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keinen Einfluss auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, die eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer der Gesellschaft.

3.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

3.2 Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung (wie nachstehend definiert) der Gesellschaft, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden.

Art. 4. Gesellschaftszweck.

4.1 Der Gesellschaftszweck ist die Beteiligung an Unternehmen und Gesellschaften jedweder Art und die Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Kontrolle von Unternehmen und Gesellschaften. Die Gesellschaft kann ihre Beteiligungen durch Zeichnung, Erbringung von Einlagen, Ausübung von Kaufoptionen oder in sonstiger Art und Weise erwerben und durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder in sonstiger Art und Weise verwerten.

4.2 Die Gesellschaft kann ihre Mittel zur Schaffung, Verwaltung, Entwicklung und Verwertung eines Portfolios verwenden, welches sich aus Wertpapieren und Patenten jedweder Art und Herkunft zusammensetzen kann. Sie kann dabei alle Arten von Wertpapieren durch Ankauf, Zeichnung oder in sonstiger Art und Weise erwerben und diese durch Verkauf, Abtretung oder Tausch oder in sonstiger Weise veräußern.

4.3 Die Gesellschaft kann Unternehmen, an denen sie beteiligt ist oder ein wirtschaftliches Interesse hat, wie auch Unternehmen, die zu der gleichen Gruppe gehören, unter Vorbehalt und Beachtung der diesbezüglich zur Anwendung gelangenden gesetzlichen Bestimmungen, und ohne insoweit Geschäfte zu tätigen, die Bankgeschäfte oder Geschäfte des Finanzsektors sind, Darlehen, Vorschüsse oder Sicherheiten gewähren und diese in jedweder Art und Weise zu unterstützen. Sie kann darüber hinaus Darlehen mit oder ohne Garantie aufnehmen und Hypotheken, Pfandrechte und sonstige Sicherheiten aller Art zugunsten ihrer eigenen Gläubiger oder zugunsten von Gläubigern von Unternehmen der vorbezeichneten Art bestellen.

4.4 Die Gesellschaft kann auch möblierte oder nicht möblierte Immobilien, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland, erwerben, verwalten, bewirtschaften, verkaufen oder diesbezüglich Mietverträge abschließen, und ganz allgemein Immobiliengeschäfte jeglicher Art tätigen, außer den Immobilienhändlern vorbehaltenen Geschäften

4.5 Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

4.6 Die Gesellschaft kann außerdem alle anderen Operationen kommerzieller, industrieller, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Art, welche sich direkt oder indirekt auf den Gesellschaftszweck beziehen oder denselben fördern, ausführen

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das gezeichnete Gesellschaftskapital wird auf einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) festgelegt, dargestellt durch tausend (1.000) Stammaktien mit einem Nominalwert von je einunddreißig Euro (31,- EUR).

5.2 Zusätzlich zum Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, auf das sämtliche Emissionsaufgelder, die auf eine Aktie zusätzlich zu ihrem Nennwert gezahlt werden, überwiesen werden. Das Guthaben dieses Aufgeldkontos kann für die Bezahlung von Aktien, welche die Gesellschaft von ihren Aktionären zurückkauft, für den Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, für Ausschüttungen an die Aktionäre oder für die Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

5.3 Durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, kann das gezeichnete Gesellschaftskapital der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

5.4 Zusätzlich zu den vorgenannten Aktien, bestehen tausend (1.000) Genussanteile, entsprechend Artikel 37 des Gesetzes, ausgegeben mit einem Wert von je einem Euro (1,- EUR).

Jeder Genussanteil verfügt über eine Stimme auf den Hauptversammlungen und verfügt über keine weiteren Rechte. Die Genussanteile lauten wahlweise auf den Namen oder den Inhaber. Sie wurden für einen Zeitraum von neunundneunzig (99) Jahren geschaffen.

Art. 6. Aktien.

6.1 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien oder Inhaberaktien oder ein Teil der Aktien sind Namensaktien und der andere Teil sind Inhaberaktien, je nach Wahl des Einzelaktionärs bzw. bei mehreren Aktionären je nach Wahl der Aktionäre, vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes.

6.2 Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Falls eine oder mehrere Aktien gemeinsam gehalten werden oder falls die Eigentumstitel dieser Aktien geteilt, fragmentiert oder strittig sind, muss/müssen diejenige(n) Person(en), die ein Recht an dieser/diesen Aktie(n) geltend macht/machen, einen einzigen Vertreter ernennen, um die Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Unterlassung dieser Ernennung hat die Suspensierung der Ausübung sämtlicher

mit den Aktien verbundenen Rechte zur Folge. Die gleiche Regel findet Anwendung im Fall eines Konflikts zwischen einem Nießbraucher und einem Inhaber des Stammrechts oder zwischen einem Pfandgläubiger und einem Pfandschuldner.

6.3 Die Gesellschaft kann unter den von dem Gesetz vorgesehenen Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

Art. 7. Aktionärsversammlungen der Gesellschaft.

7.1 Im Fall eines Einzelaktionärs hat dieser sämtliche der Hauptversammlung verliehenen Befugnisse. In dieser Satzung ist jede Bezugnahme auf die von der Hauptversammlung gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse eine Bezugnahme auf die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse oder ausgeübten Befugnisse, solange die Gesellschaft nur einen Einzelaktionär hat. Die vom Einzelaktionär gefassten Beschlüsse werden in Protokollen registriert.

7.2 Im Fall mehrerer Aktionäre vertritt jede ordnungsgemäß gebildete Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft (die Hauptversammlung) sämtliche Aktionäre der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle Handlungen in Bezug auf die Geschäfte der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu genehmigen.

7.3 Die jährliche Hauptversammlung wird gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in den Einberufungen angegebenen Ort der Gemeinde des Sitzes am 29. Juni um 11.00 Uhr abgehalten.

Falls dieser Tag für Banken in Luxemburg ein Feiertag ist, wird die jährliche Hauptversammlung am ersten folgenden Werktag abgehalten.

7.4 Die Hauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies verlangen.

7.5 Die anderen Hauptversammlungen können an dem im jeweiligen Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum abgehalten werden.

7.6 Jeder Aktionär der Gesellschaft kann an der Hauptversammlung mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen (i) die an der Hauptversammlung teilnehmenden Aktionäre identifiziert werden können, (ii) jeder Teilnehmer der Hauptversammlung die anderen Teilnehmer hören kann und mit ihnen sprechen kann, (iii) die Hauptversammlung direkt übertragen wird und (iv) die Aktionäre rechtsgültig beraten können. Die Teilnahme an einer Hauptversammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an einer solchen Versammlung gleichwertig.

Art. 8. Einberufungsfristen, Beschlussfähigkeit, Vollmachten, Einberufungsschreiben.

8.1 Für die Einberufungsschreiben und die Abhaltung der Hauptversammlung gelten die von dem Gesetz vorgeschriebenen Einberufungsfristen und Beschlussfähigkeitsbestimmungen, sofern in der Satzung nichts anderes bestimmt wird.

8.2 Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Gemäß dem Gesetz dürfen Aktien ohne Stimmrecht auf das Kapital nur unter folgenden Bedingungen ausgegeben werden:

- sie dürfen nur für maximal die Hälfte des Kapitals gezeichnet werden;
- im Falle einer Gewinnausschüttung hat der Anteilseigner das Recht auf eine bevorzugte und kumulative Dividende, die prozentual dem Nennwert der Anteile oder dem in der Satzung festgelegten rechnerischen Nennwert der Anteile entspricht, unbeschadet jedweder Rechte, die mit den Anteilen hinsichtlich der Ausschüttung von Gewinnüberschüssen verbunden sein können;
- der Anteilseigner hat ein Vorzugsrecht auf die Rückerstattung seiner Einlage, unbeschadet jedweder Rechte, die mit den Anteilen hinsichtlich der Ausschüttung von Liquidationserlösen verbunden sein können.

Vorzugsaktien ohne Stimmrecht dürfen in folgenden Fällen ausgegeben werden:

- bei der Eintragung der Gesellschaft, wenn dies in der Satzung vorgesehen ist;
- durch eine Kapitalerhöhung;
- durch die Umwandlung von Stammaktien in nicht stimmberechtigte Vorzugsaktien.

Die Gesellschafterversammlung legt die Höchstmenge solcher auszugebender Anteile fest. Werden Anteile ohne Stimmrecht durch die Umwandlung von ausgegebenen Stammaktien geschaffen oder, wenn die Satzung eine Berechtigung zu diesem Zweck vorsieht, werden nicht stimmberechtigte Vorzugsaktien in Stammaktien umgewandelt, so legt die Gesellschafterversammlung die Höchstmenge der umzuwandelnden Anteile fest sowie die Bedingungen für eine solche Umwandlung.

Ein Angebot zur Umwandlung hat gleichzeitig an alle Anteilseigner im Verhältnis zu dem von diesen gehaltenen Kapital zu ergehen. Das Zeichnungsrecht kann innerhalb eines vom Vorstand festzulegenden Zeitraums ausgeübt werden, der jedoch mindestens dreißig Tage ab dem Beginn der Zeichnungsfrist betragen muss; diese wird durch eine Mitteilung über die Länge der Zeichnungsfrist bekanntgegeben durch Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, und in zwei luxemburgischen Zeitungen.

8.3 Soweit im Gesetz oder in der Satzung nichts anderes festgelegt ist, werden die Beschlüsse der ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und an der Abstimmung teilnehmenden Aktionäre gefasst.

8.4 Jeder Aktionär kann an den Hauptversammlungen der Aktionäre der Gesellschaft teilnehmen, indem er schriftlich entweder per Urschrift oder per Telefax oder per E-Mail (versehen mit einer elektronischen Unterschrift gemäß den Anforderungen des luxemburgischen Rechts) eine andere Person zu seinem Vertreter ernennt.

8.5 Sind alle Aktionäre bei der Hauptversammlung anwesend oder vertreten und erklären, ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung der Hauptversammlung informiert worden zu sein, so kann die Hauptversammlung auch ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 9. Verwaltung der Gesellschaft.

9.1 Im Fall eines Einzelaktionärs kann die Gesellschaft von einem einzelnen Verwaltungsratsmitglied verwaltet werden. Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann vom Einzelaktionär festzulegen. Im Fall mehrerer Aktionäre wird die Gesellschaft vom Verwaltungsrat, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, verwaltet. Die genaue Zahl der Verwaltungsratsmitglieder ist dann von der Hauptversammlung festzulegen. Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) muss/müssen nicht Aktionär(e) sein. Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern kann die Hauptversammlung beschließen, zwei Kategorien von Verwaltungsratsmitgliedern (Verwaltungsratsmitglieder A und Verwaltungsratsmitglieder B) zu schaffen.

9.2 Das/Die Verwaltungsratsmitglied(er) wird/werden vom Einzelaktionär oder bei mehreren Aktionären von der Hauptversammlung für einen Zeitraum von höchstens sechs (6) Jahren gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt worden sind. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung abberufen werden. Die Wiederwahl des scheidenden Verwaltungsratsmitglieds/der scheidenden Verwaltungsratsmitglieder ist zulässig.

9.3 Bei Vakanz des Postens eines Verwaltungsratsmitglieds infolge von Tod, Rücktritt oder eines anderen Grundes können die übrigen von der Hauptversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder zusammentreten und ein Verwaltungsratsmitglied wählen, das die mit dem frei gewordenen Posten verbundenen Aufgaben bis zur nächsten Hauptversammlung erfüllt.

Art. 10. Versammlungen des Verwaltungsrats.

10.1 Bei mehreren Verwaltungsratsmitgliedern muss der Verwaltungsrat unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann ebenfalls einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und dem die Führung des Protokolls bei den Versammlungen des Verwaltungsrats oder die Ausführung von administrativen oder anderen gelegentlich vom Verwaltungsrat beschlossenen Aufgaben übertragen werden kann.

10.2 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf eine Einberufung seines Vorsitzenden oder mindestens zweier Verwaltungsratsmitglieder hin an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort. Die die Versammlung einberufende(n) Person(en) bestimmt/bestimmen die Tagesordnung. Jedes Verwaltungsratsmitglied erhält mindestens acht Tage vor dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt eine Mitteilung in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail, außer im Fall einer Dringlichkeit. In einem solchen Fall muss das 24 Stunden vor der Versammlung versandte Einberufungsschreiben die Art dieser Dringlichkeit angeben. Das Erfordernis einer derartigen Einberufung braucht im Fall eines vor oder nach der Versammlung erteilten Einverständnisses eines jeden Verwaltungsratsmitglieds in Form eines Briefs, Telegramms, Telefax oder einer E-Mail nicht beachtet zu werden. Eine besondere Einberufung ist nicht erforderlich für Versammlungen des Verwaltungsrats, die zu einem Zeitpunkt und an einem Ort abgehalten werden, die zuvor vom Verwaltungsrat beschlossen wurden.

10.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich vertreten lassen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied per Brief, Telegramm, Telefax oder E-Mail zu seinem Vertreter ernennt. Ein Verwaltungsratsmitglied kann nicht mehr als einen seiner Kollegen vertreten.

10.4 Der Verwaltungsrat kann nur rechtsgültig beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder bei der Versammlung des Verwaltungsrats anwesend oder vertreten sind. Wenn die Beschlussfähigkeit nicht innerhalb einer halben Stunde nach dem für die Versammlung vorgesehenen Zeitpunkt gegeben ist, können die anwesenden Verwaltungsratsmitglieder die Versammlung an einen anderen Ort und auf einen späteren Zeitpunkt vertagen. Die Einberufungsschreiben für die vertagten Versammlungen werden den Mitgliedern des Verwaltungsrats gegebenenfalls durch den Schriftführer übermittelt, ansonsten durch ein Verwaltungsratsmitglied.

10.5 Die Beschlüsse werden durch die Mehrheit der Stimmen der bei jeder Versammlung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Falls bei einer Versammlung des Verwaltungsrats Stimmgleichheit für oder gegen einen Beschluss vorliegt, ist die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrats nicht ausschlaggebend. Bei Stimmgleichheit gilt der Beschluss als abgelehnt.

10.6 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Versammlung des Verwaltungsrats mittels Telefon- oder Videokonferenz oder eines ähnlichen Kommunikationsmittels teilnehmen, mittels dessen alle Teilnehmer der Versammlung sich hören können. Die Teilnahme an der Versammlung durch ein solches Kommunikationsmittel gilt als der persönlichen Teilnahme an dieser Versammlung gleichwertig.

10.7 Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen kann ein Beschluss des Verwaltungsrats auch in Form eines Umlaufbeschlusses gefasst werden, der sich aus einem oder mehreren Dokumenten ergibt, das/die die Beschlüsse enthält/enthalten und das/die ausnahmslos von allen Mitgliedern des Verwaltungsrats unterzeichnet wird/werden. Das Datum eines solchen Beschlusses ist dasjenige der letzten Unterschrift.

10.8 Dieser Artikel gilt nicht für den Fall, dass die Gesellschaft durch ein einzelnes Verwaltungsratsmitglied verwaltet wird.

Art. 11. Befugnisse des Verwaltungsrats. Dem Verwaltungsrat sind die weitestgehenden Befugnisse übertragen, um sämtliche Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Interesse der Gesellschaft durchzuführen. Sämtliche nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die Satzung der Hauptversammlung vorbehaltenen Befugnisse fallen in die Zuständigkeit des Verwaltungsrats.

Art. 12. Vollmachtserteilung.

12.1 Der Verwaltungsrat kann einen Delegierten für die tägliche Verwaltung ernennen, der weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht und mit den erforderlichen Vollmachten versehen wird, um in Bezug auf alles, was die tägliche Verwaltung betrifft, im Namen der Gesellschaft zu handeln.

12.2 Der Verwaltungsrat ist auch befugt, eine Person, die kein Verwaltungsratsmitglied zu sein braucht, für die Ausführung besonderer Aufträge auf sämtlichen Ebenen der Gesellschaft zu ernennen.

Art. 13. Unterschriften von Zeichnungsbefugten.

13.1 Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber in jedem Falle nur verpflichtet (i) durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft oder durch die Unterschrift des einzelnen Verwaltungsratsmitglieds oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften aller Personen oder die alleinige Unterschrift der Person, denen/der eine Zeichnungsbefugnis durch den Verwaltungsrat übertragen worden ist, und soweit die ihr/ihnen übertragenen Befugnisse reichen.

13.2 Im Fall von Verwaltungsratsmitgliedern der Kategorie A und der Kategorie B wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds A und eines Verwaltungsratsmitglieds B verpflichtet.

Art. 14. Interessenkonflikt.

14.1 Kein Vertrag oder keine sonstige Transaktion zwischen der Gesellschaft und jeglicher anderen Gesellschaft oder Körperschaft wird durch den Umstand beeinflusst oder unwirksam, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Handlungsbevollmächtigte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft haben sollten oder Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter dieser sonstigen Gesellschaft oder Körperschaft sind.

14.2 Ein Verwaltungsratsmitglied oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft, welches bzw. welcher Verwaltungsratsmitglied, Handlungsbevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Körperschaft ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließt oder der gegenüber sie sich anderweitig geschäftlich verpflichtet, kann auf Grund seiner Position in dieser anderen Gesellschaft oder Körperschaft nicht daran gehindert werden, in Bezug auf einen solchen Vertrag oder dieses sonstige Geschäft zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

14.3 Falls ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft ein persönliches und gegenläufiges Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben sollte, muss dieses Verwaltungsratsmitglied den Verwaltungsrat der Gesellschaft über sein persönliches und gegenläufiges Interesse informieren, und dieses Verwaltungsratsmitglied wird in Bezug auf dieses Geschäft weder an der Beratung noch an der Abstimmung teilnehmen. Über dieses Geschäft und das persönliche und gegenläufige Interesse dieses Verwaltungsratsmitglieds ist bei der nächsten Hauptversammlung Bericht zu erstatten. Die zwei vorstehenden Absätze gelten nicht für Beschlüsse des Verwaltungsrats über die im Rahmen der laufenden Geschäfte der Gesellschaft zu normalen Bedingungen abgeschlossenen Geschäfte.

Art. 15. Prüfer.

15.1 Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen oder mehrere Abschlussprüfer und in den von dem Gesetz vorgesehenen Fällen durch einen externen und unabhängigen Wirtschaftsprüfer kontrolliert. Der Abschlussprüfer wird für einen Zeitraum von maximal sechs Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig.

15.2 Der Abschlussprüfer wird von der Hauptversammlung der Aktionäre der Gesellschaft ernannt, welche die Zahl der Abschlussprüfer, deren Vergütung und deren Mandatsdauer festlegt. Der amtierende Abschlussprüfer kann jederzeit durch die Hauptversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Verwendung der Gewinne.

17.1 Ein Betrag in Höhe von 5% (fünf Prozent) wird dem Jahresnettogewinn der Gesellschaft entnommen und der gesetzlichen Rücklage zugewiesen. Die Entnahme dieses Betrages ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des festgelegten (gegebenenfalls entsprechend Artikel 5.3 der Satzung erhöhten oder herabgesetzten) Gesellschaftskapitals der Gesellschaft erreicht.

17.2 Die Hauptversammlung beschließt über die Zuweisung des Saldos des jährlichen Nettogewinns und beschließt allein darüber, von Zeit zu Zeit Dividenden auszuschütten, wie sie es in ihrem Ermessen als dem Zweck und der Politik der Gesellschaft am besten entsprechend erachtet.

17.3 Die Dividenden können in Euro oder in jeder sonstigen vom Verwaltungsrat gewählten Währung ausgeschüttet werden und müssen an dem vom Verwaltungsrat gewählten Ort ausgeschüttet werden. Der Verwaltungsrat kann be-schließen, Zwischendividenden unter den Bedingungen und in den Grenzen des Gesetzes auszuschütten.

Art. 18. Auflösung und Liquidation. Die Gesellschaft kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung, welcher in der zur Änderung der Satzung erforderlichen Weise gefasst wird, aufgelöst werden. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können). Diese werden durch den über die Liquidation entscheidenden Beschluss der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung legt auch die Befugnisse und die Vergütung des oder der Liquidatoren fest.

Art. 19. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann von Zeit zu Zeit durch die außerordentliche Hauptversammlung unter Einhaltung der von dem Gesetz vorgeschriebenen Beschlussfähigkeits- und Mehrheitsbedingungen geändert werden.

Art. 20. Anwendbares Recht. Sämtliche Fragen, die nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelt werden, werden gemäß dem Gesetz entschieden.

Vorübergehende Bestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.
2. Die erste jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.
3. Ausnahmsweise können der erste Vorsitzende sowie der erste Delegierte des Verwaltungsrates durch eine Beschlussfassung des alleinigen Gesellschafters unmittelbar nach der Gesellschaftsgründung, ernannt werden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach Feststellung der Satzung, wie vorstehend erwähnt, sind die eintausend (1.000) Aktien durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „AG FÜR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN“, vorbezeichnet und vertreten wie hi-vor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt die Existenz der in Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über die Handelsgesellschaften überprüft zu haben und bestätigt ausdrücklich dass diese erfüllt worden sind.

Zeichnung und Einzahlung der Genussanteile

Nach Feststellung der Satzung, wie vorstehend erwähnt, sind die eintausend (1.000) Genussanteile ebenfalls durch die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft „AG FÜR INVESTITIONEN UND BETEILIGUNGEN“, vorbezeichnet und vertreten wie hi-vor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt worden, so dass der Betrag von tausend Euro (1.000,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde, welcher dies ausdrücklich bestätigt.

Anmerkung

Nachdem der amtierende Notar die erschienene Partei auf die Bestimmungen des Artikels 37 des abgeänderten Ge-setzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften aufmerksam gemacht hat, erklärt die erschienene Partei:

- ausdrücklich auf die Erstellung des Berichtes des unabhängigen bescheinigten Wirtschaftsprüfers zu verzichten,
- dieses zu ihrer Angelegenheit zu machen, und
- den amtierenden Notar von jeglicher Verantwortung in dieser Hinsicht zu entbinden.

Beschlussfassung des Alleinigen Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft, hat die erschienene Partei, welche das gesamte gezeichnete Ge-sellschaftskapital vertritt, als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1511 Luxemburg, 121, Avenue de la Faiencerie.
2. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3), und die der Kommissare auf einen (1) festgesetzt.
3. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - a) Herr René ABT, Berater, geboren in Basel (Schweiz), am 3. Juli 1942, wohnhaft in CH-6315 Oberägeri, 57b, Gulm-strasse (Schweiz);
 - b) Herr Isaac NUNEZ DOVAL, Gesellschaftsverwalter, geboren in Madrid (Spanien), am 20. September 1956, wohnhaft in E-28046 Madrid, 95, Edificio Torre Europa, Paseo de la Caste (Spanien); und
 - c) Herr Michael PROBST, Buchprüfer, geboren in Trier (Bundesrepublik Deutschland), am 26. Juni 1960, beruflich wohnhaft in L-1511 Luxemburg, 121, Avenue de la Faiencerie.

4. Die nach den Gesetzten des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „B.A. Tax Accountants“, mit Gesellschaftssitz in L-1820 Luxemburg, 17, rue Jans, eingetragen beim Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 173086, wird zum Kommissar ernannt.

5. Gebrauch machend vom durch Punkt 3) der Übergangsbestimmungen vorgesehenen Recht, ernennt die alleinige Gesellschafterin Herrn René ABT, Herrn Isaac NUNEZ DOVAL und Herrn Michael PROBST, vorgeannt, zu Delegierten des Verwaltungsrates.

6. Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, der Delegierten des Verwaltungsrates und des Rechnungskommissars enden beim Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2020, es sei denn, sie treten vorher zurück oder werden abgewählt.

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr tausendeinhundert Euro.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische, französische und deutsche Sprache versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache ausgefertigt wird, gefolgt von einer französischen und deutschen Fassung; auf Antrag der Kompargenten und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen, französischen und dem deutschen Text, wird die englische Fassung maßgebend sein.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Kompargenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat besagter Bevollmächtigter mit Uns dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 septembre 2014. LAC/2014/40817. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146354/632.

(140166328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Cresco Capital Mauerpark S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxemburg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 190.286.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of September.

Before the undersigned Maître Jacques CASTEL, notary residing in Grevenmacher, acting in replacement of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, momentarily absent, to whom second named notary will remain the depositary of the present deed.

Appears:

1. "Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l.", a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg; and

2. "Cresco Capital Urban Yurt 2 S.C.A.", a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Both here represented by Mr Gianpiero SADDI, employee, residing professionally in Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo, by virtue of two proxies given under private seal.

The beforesaid proxies, being initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such parties have requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

Art. 2. The Company's name is "Cresco Capital Mauerpark S.à. r.l."

Art. 3.

3.1. The Object of the Company is the acquisition of equity stake, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such equity stake. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other way, any stock, securities, bonds, debentures, certificates of deposit or other debt instrument and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2. The purpose of the Company includes in particular the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations relating to immovable properties, including the direct or indirect holding of equities in Luxembourg or foreign companies, having as principal object the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of immovable properties.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. The Company may issue, by means of private investment, shares, bonds and other securities representing debts or credits. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also grant guarantees and stand security in favour of third parties, to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise issue guarantees over all or over some of its assets.

3.4. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 500 (five hundred) shares of EUR 25 (twenty five euro) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the single manager, and, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the sole signature of one of the members of the board of managers or of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 11 of the Articles of Incorporation.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that the majority of managers are present or represented.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 12. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Art. 13. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders decisions

Art. 14. Shareholders decisions are taken by shareholder's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when taken by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the Articles must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) and shareholders toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 20. The board of directors may decide to pay interim dividends, in compliance with the legal requirements. The balance is at the disposal of the general meeting.

Winding-up - Liquidation

Art. 21. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

Applicable law

Art. 20. The laws here above mentioned in article 1st shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on December 31, 2014.

Subscription - Payment

450 (four hundred and fifty) shares representing 90% (ninety percent) of the capital have been subscribed by Cresco Capital Urban Yurt 2 S.C.A., and

50 (fifty) shares representing 10% (ten percent) of the capital have been subscribed by Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à. r.l.

All shares are fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company Cresco Capital Mauerpark S.à. r.l., proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1300.

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr Frank Przygodda with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg;

- Mrs Caroline Hartmann with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg.

In accordance with article eleven of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of one of the members of the board of managers or of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Declaration

The notary drew the attention of the appearing parties on the fact that the company will have to obtain an administrative authorisation to make the commercial activity as indicated in article 3 of the statutes, which appearing party recognize expressly.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned notary have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le neuf septembre.

Par-devant Maître Jacques CASTEL, notaire de résidence à Grevenmacher, agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, momentanément absente, laquelle dernière restera le dépositaire de la présente minute.

Comparaissent:

1. - "Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l.", une société de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg;

2. "Cresco Capital Urban Yurt 2 S.C.A.", une société de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg.

ici représentés par Monsieur Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, 74, Avenue Victor Hugo, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrée.

Lesdites procurations, paraphées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Objet - Durée.

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

Art. 2. La dénomination de la société sera "Cresco Capital Mauerpark S.à r.l."

Art. 3.

3.1. La société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. L'objet social de la Société inclus également l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes opérations immobilières, en ce inclus, la détention de directe ou indirecte de participation dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et la location de biens immobiliers.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. Elle pourra également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie des ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.4. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

Art. 4. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Capital - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 12,500 (douze mille cinq cents euro), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales de EUR 25 (vingt-cinq euro) chacune.

Art. 9. Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 10. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un des gérants ou de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signatures ont été valablement délégués conformément à l'article 11 des statuts.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des gérants sont présents ou représentés.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 12. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

Décisions des associés

Art. 14. Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant un résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

Art. 18. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Art. 19. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Art. 20. Le conseil d'administration peut décider d'attribuer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Dissolution - Liquidation

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 22. Les lois mentionnées à l'article 1^{er}, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription - Libération

450 (quatre cents cinquante) parts sociales représentant 90% (quatre-vingt-dix pour cent) du capital social, ont été souscrites par Cresco Capital Urban Yurt 2 S.C.A.,

et

50 (cinquante) parts sociales représentant 10% (dix pour cent) du capital social ont été souscrites par Cresco Capital Urban Yurt Holdings S.à r.l.

Les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12,500 (douze mille cinq cents euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1300.

Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) sont nommés gérants pour une durée indéterminée

- Monsieur Frank Przygodda, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg

- Mrs Caroline Hartmann, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882, Luxembourg

Conformément à l'article 11 des statuts, la Société se trouvera engagée par la signature individuelle d'un des gérants ou de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signatures ont été valablement délégués.

2) Le siège social de la Société est établi à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

Déclaration

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société devra obtenir une autorisation administrative à faire le commerce par rapport à l'objet tel que libellé à l'article 3 des statuts, ce que les comparants reconnaissent expressément

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: G. Saddi et J. Castel.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42434. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014146009/384.

(140166185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

ARCIS Applications et Recherches Communes en Ingénierie et Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1254 Luxembourg, 2, rue Marguerite de Brabant.

R.C.S. Luxembourg B 83.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARCIS Applications et Recherches Communes en Ingénierie et Services SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2014159501/11.

(140181244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Opteamwork S.A., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 178.404.

—
Rectification de l'acte d'assemblée générale extraordinaire en date du 13 mars 2014.

Il est déclaré par les présentes que dans un acte d'assemblée générale extraordinaire reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 13 mars 2014, non encore enregistré, non encore déposé au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg et non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, pour le compte de la société "OPTTEAMWORK" (la «Société») ayant son siège social au 128, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, immatriculée au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 178.404.

Il y a lieu de rajouter un huitième (8^{ème}) paragraphe dans l'article 13 des statuts de la Société suite à sa refonte après transformation de la Société en une société anonyme, comme suit:

IL Y LIEU DE LIRE:

« **Art. 13.** Les décisions des actionnaires sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris (dans la mesure permise par la loi) les assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, visioconférence, ou autres moyens de communication permettant à tous les actionnaires prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des actionnaires de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des actionnaires de la Société.

Les assemblées seront convoquées dans les conditions prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Toutefois, si l'intégralité du capital social est représenté à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions sera envoyé aux actionnaires au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions.

Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée).

Des résolutions écrites unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les actionnaires seront convoqués ou consultés une deuxième fois, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des statuts de la Société seront prises par (i) une majorité des actionnaires (ii) représentant au moins trois quarts du capital social émis. Les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les actionnaires représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

L'assemblée générale annuelle se réunit au siège de la société dans la commune du siège social, tel qu'indiqué dans la convocation, le troisième vendredi du mois de juin à 16.00 heures.

Si la date de l'assemblée extraordinaire tombe un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.»

AU LIEU DE LIRE:

« **Art. 13.** Les décisions des actionnaires sont prises dans les formes et aux majorités prévues par la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris (dans la mesure permise par la loi) les assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, visioconférence, ou autres moyens de communication permettant à tous les actionnaires prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des actionnaires de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire (le cas échéant) représentera l'intégralité des actionnaires de la Société.

Les assemblées seront convoquées dans les conditions prévues par la loi sur les sociétés commerciales.

Toutefois, si l'intégralité du capital social est représenté à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions sera envoyé aux actionnaires au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions.

Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des réquisitions de majorité, à la date y précisée).

Des résolutions écrites unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les actionnaires seront convoqués ou consultés une deuxième fois, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considérer la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des statuts de la Société seront prises par (i) une majorité des actionnaires (ii) représentant au moins trois quarts du capital social émis. Les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les actionnaires représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.»

Mention des présentes est requise partout où cela s'avère nécessaire

Signé: P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20.03.2014. Relation: LAC/2014/12875. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Releveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 21.03.2014.

Référence de publication: 2014146323/72.

(140166144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Orangefield (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 28.967.

In the year two thousand and fourteen,
on the ninth day of the month of September.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of "Orangefield (Luxembourg) S.A.", a société anonyme established and with its registered office at 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, listed in the Luxembourg Trade and Company Register with the number B 28.967, incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 30 September 1988, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 22 December 1988 under number 336. The articles of incorporation have been amended pursuant to several notarial deeds and for the last time by a notarial deed enacted by the undersigned notary on 05 December 2012, published in the Mémorial on 20 February 2013, under number 414, page 19855 (hereafter the «Company»).

The Meeting was opened and was presided over by Mrs Anne-Sophie BARANSKI, employee, with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mrs Amandine LESAINTE, employee, with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Christine ORBAN, employee, with professional address at 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

1) To amend the Company's corporate purpose as follows:

"The object of the Company is the realization of fiduciary transactions of any kind.

These transactions principally include financial consulting relating to assets of any kind in national and foreign companies, as well as of physical persons. The Company may carry out the incorporation and domiciliation of national and foreign companies and manage these companies in the name and interest of third parties.

The Company may also take stakes in such companies.

The Company is entitled to open branches on the national territory and abroad, and participate in enterprises of the same sector on the national territory and abroad.

The Company may further act as registrar within the meaning of article 25 of the law of 05 April 1993 on the financial sector, as amended (the «1993 Law»), corporate domiciliation agent within the meaning of article 28-9 of the 1993 Law, client communication agent within the meaning of article 29-1 of the 1993 Law, administrative agent of the financial sector within the meaning of article 29-2 of the 1993 Law as well as professional providing company incorporation and management services within the meaning of article 28-10 of the 1993 Law. In such capacity, the company will handle among others subscription, conversion and redemption requests for units or shares in undertakings for collective investments, act as central administrator for undertakings for collective investments and in general supply any administrative services

to any undertakings and companies, foundations and organizations, and notably services of administration, management, domiciliation, book and recordkeeping, as well as any activities of representation, study and consultation related to the above services.

The Company will also aim to provide services as “Professional Depository of Assets other than Financial Instruments”, within the meaning of article 26-1 of the Law of 05 April 1993 on the financial sector.

The Company may carry out all transactions and legal actions within the scope of its activity.

The Company may acquire real property.

In general, the Company may undertake any financial, commercial, industrial or real estate transactions in direct or indirect relation with its purpose.”

2) To amend Article FOUR (4) of the Company’s Articles of Associations, in order to reflect such change of the corporate object.

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur” by the appearing parties, will also remain annexed to the present deed.

III.- That it appears from said attendance list that all twenty-five thousand (25’000) shares of the total subscribed capital of TWO MILLION FIVE HUNDRED AND FIFTY-SIX THOUSAND EUROS (2’556’000.- EUR) are represented at the Meeting. All the shareholders present or represented declare that they have had due notice and knowledge of the agenda prior to this Meeting, so that no convening notices were necessary.

IV.- That the present Meeting, representing the entire corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took each time unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting RESOLVED to change the Company’s corporate purpose as follows:

“The object of the Company is the realization of fiduciary transactions of any kind.

These transactions principally include financial consulting relating to assets of any kind in national and foreign companies, as well as of physical persons. The Company may carry out the incorporation and domiciliation of national and foreign companies and manage these companies in the name and interest of third parties.

The Company may also take stakes in such companies.

The Company is entitled to open branches on the national territory and abroad, and participate in enterprises of the same sector on the national territory and abroad.

The Company may further act as registrar within the meaning of article 25 of the law of 05 April 1993 on the financial sector, as amended (the «1993 Law»), corporate domiciliation agent within the meaning of article 28-9 of the 1993 Law, client communication agent within the meaning of article 29-1 of the 1993 Law, administrative agent of the financial sector within the meaning of article 29-2 of the 1993 Law as well as professional providing company incorporation and management services within the meaning of article 28-10 of the 1993 Law. In such capacity, the company will handle among others subscription, conversion and redemption requests for units or shares in undertakings for collective investments, act as central administrator for undertakings for collective investments and in general supply any administrative services to any undertakings and companies, foundations and organizations, and notably services of administration, management, domiciliation, book and recordkeeping, as well as any activities of representation, study and consultation related to the above services.

The Company will also aim to provide services as “Professional Depository of Assets other than Financial Instruments”, within the meaning of article 26-1 of the Law of 05 April 1993 on the financial sector.

The Company may carry out all transactions and legal actions within the scope of its activity.

The Company may acquire real property.

In general, the Company may undertake any financial, commercial, industrial or real estate transactions in direct or indirect relation with its purpose.”

Second resolution

In order to reflect such change of the Company’s corporate object, the Meeting RESOLVED to amend Article FOUR (4) of the Company’s Articles of Associations, to give such Article FOUR (4), the following new wording:

Art. 4. Purpose. “The object of the Company is the realization of fiduciary transactions of any kind.

These transactions principally include financial consulting relating to assets of any kind in national and foreign companies, as well as of physical persons. The Company may carry out the incorporation and domiciliation of national and foreign companies and manage these companies in the name and interest of third parties.

The Company may also take stakes in such companies.

The Company is entitled to open branches on the national territory and abroad, and participate in enterprises of the same sector on the national territory and abroad.

The Company may further act as registrar within the meaning of article 25 of the law of 05 April 1993 on the financial sector, as amended (the «1993 Law»), corporate domiciliation agent within the meaning of article 28-9 of the 1993 Law, client communication agent within the meaning of article 29-1 of the 1993 Law, administrative agent of the financial sector within the meaning of article 29-2 of the 1993 Law as well as professional providing company incorporation and management services within the meaning of article 28-10 of the 1993 Law. In such capacity, the company will handle among others subscription, conversion and redemption requests for units or shares in undertakings for collective investments, act as central administrator for undertakings for collective investments and in general supply any administrative services to any undertakings and companies, foundations and organizations, and notably services of administration, management, domiciliation, book and recordkeeping, as well as any activities of representation, study and consultation related to the above services.

The Company will also aim to provide services as “Professional Depository of Assets other than Financial Instruments”, within the meaning of article 26-1 of the Law of 05 April 1993 on the financial sector.

The Company may carry out all transactions and legal actions within the scope of its activity.

The Company may acquire real property.

In general, the Company may undertake any financial, commercial, industrial or real estate transactions in direct or indirect relation with its purpose.”

Nothing else being on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

Whereof ,the present deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, known all to the notary by their surnames, first names, civil status and residences, said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze,

le neuf septembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché du Luxembourg),

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de «Orangefield (Luxembourg) S.A.», une société anonyme avec siège social au 40 avenue Monterey, L-2163 Luxembourg constituée suivant acte notarié reçu en date du 30 septembre 1988, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 22 décembre 1988, sous le numéro 336. Les statuts ont été modifiés par plusieurs actes notariés et pour la dernière fois par acte notarié reçu par le notaire soussigné en date du 05 décembre 2012, publié au Mémorial du 20 février 2013, sous le numéro 414 et page 19855 (ci-après la «Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Anne-Sophie BARANSKI, employée privée, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le «Président»).

Le Président désigne comme secrétaire Madame Amandine LESAIN, employée privée, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Christine ORBAN, employée privée, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1) De modifier l'objet social de la Société en vue de lui donner désormais la nouvelle teneur qui suit:

«L'objet de la Société est l'exécution de toutes transactions fiduciaires.

Ces transactions comprennent essentiellement les conseils financiers concernant les actifs de toute nature dans des sociétés nationales et étrangères, ainsi que les conseils aux personnes physiques. La Société peut effectuer la constitution et la domiciliation de sociétés nationales et étrangères et les gérer au nom et dans l'intérêt de tiers.

La Société pourra également prendre des participations dans ces sociétés.

La Société pourra ouvrir des succursales sur le territoire national et à l'étranger et pourra prendre des participations dans des entreprises du même secteur sur le territoire national ou étranger.

La Société peut en plus agir comme agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la loi du 05 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'elle a été modifiée (la «Loi de 1993»), agent domiciliataire au sens de l'article 28-9 de la Loi de 1993, agent de communication à la clientèle au sens de l'article 29-1 de la Loi de 1993, agent administratif du secteur financier au sens de l'article 29-2 de la Loi de 1993 ainsi que comme professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés au sens de l'article 28-10 de la Loi de 1993. A cet égard, la Société est chargée entre outre de traiter les demandes de souscription, de conversion et de rachat des parts ou des actions des organismes de placement collectif, d'agir comme administration centrale pour des organismes de placement collectif et généralement de fournir tous services administratifs à toutes entreprises et sociétés, fondations et organisations, et notamment des services d'administration, de gestion, domiciliation, de tenue de livres et de registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude et de consultation en rapport avec les services cités ci-dessus.

La Société aura aussi pour but de fournir des services comme «le Dépôt Professionnel d'Actifs autres que des Instruments Financiers» compris au sens de l'article 26-1 de la Loi du 05 avril 1993 sur le secteur financier.

La Société est autorisée à effectuer toutes transactions et tous actes juridiques en relation avec ses activités.

La Société peut acquérir des propriétés immobilières.

En général, la Société peut effectuer tous types de transactions industrielles, financières ou commerciales, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec son objet social.»

2) De modifier l'article QUATRE (4) des statuts de la Société, afin de refléter ledit changement d'objet social.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants.

III.- Qu'il apparaît de la liste de présence que toutes les vingt-cinq mille (25'000) actions représentant l'intégralité du capital social de la Société d'un montant de DEUX MILLIONS CINQ CENT CINQUANTE-SIX MILLE EUROS (2'556'000.- EUR) étant représentées à la présente Assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente Assemblée, représentant l'intégralité du capital social de la Société, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée, après délibération, prend chaque fois à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a DÉCIDÉ de modifier l'objet social de la Société en vue de lui donner désormais la nouvelle teneur suivante:

«L'objet de la Société est l'exécution de toutes transactions fiduciaires.

Ces transactions comprennent essentiellement les conseils financiers concernant les actifs de toute nature dans des sociétés nationales et étrangères, ainsi que les conseils aux personnes physiques. La Société peut effectuer la constitution et la domiciliation de sociétés nationales et étrangères et les gérer au nom et dans l'intérêt de tiers.

La Société pourra également prendre des participations dans ces sociétés.

La Société pourra ouvrir des succursales sur le territoire national et à l'étranger et pourra prendre des participations dans des entreprises du même secteur sur le territoire national ou étranger.

La Société peut en plus agir comme agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la loi du 05 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'elle a été modifiée (la «Loi de 1993»), agent domiciliataire au sens de l'article 28-9 de la Loi de 1993, agent de communication à la clientèle au sens de l'article 29-1 de la Loi de 1993, agent administratif du secteur financier au sens de l'article 29-2 de la Loi de 1993 ainsi que comme professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés au sens de l'article 28-10 de la Loi de 1993. A cet égard, la Société est chargée entre outre de traiter les demandes de souscription, de conversion et de rachat des parts ou des actions des organismes de placement collectif, d'agir comme administration centrale pour des organismes de placement collectif et généralement de fournir tous services administratifs à toutes entreprises et sociétés, fondations et organisations, et notamment des services d'administration, de gestion, domiciliation, de tenue de livres et de registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude et de consultation en rapport avec les services cités ci-dessus.

La Société aura aussi pour but de fournir des services comme «le Dépôt Professionnel d'Actifs autres que des Instruments Financiers» compris au sens de l'article 26-1 de la Loi du 05 avril 1993 sur le secteur financier.

La Société est autorisée à effectuer toutes transactions et tous actes juridiques en relation avec ses activités.

La Société peut acquérir des propriétés immobilières.

En général, la Société peut effectuer tous types de transactions industrielles, financières ou commerciales, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec son objet social.»

Deuxième résolution

Afin de refléter ledit changement de l'objet social, l'Assemblée DECIDE de modifier l'article QUATRE (4) des statuts de la Société. L'article QUATRE (4) des statuts de la Société aura donc désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 4. Objet. «L'objet de la Société est l'exécution de toutes transactions fiduciaires.

Ces transactions comprennent essentiellement les conseils financiers concernant les actifs de toute nature dans des sociétés nationales et étrangères, ainsi que les conseils aux personnes physiques. La Société peut effectuer la constitution et la domiciliation de sociétés nationales et étrangères et les gérer au nom et dans l'intérêt de tiers.

La Société pourra également prendre des participations dans ces sociétés.

La Société pourra ouvrir des succursales sur le territoire national et à l'étranger et pourra prendre des participations dans des entreprises du même secteur sur le territoire national ou étranger.

La Société peut en plus agir comme agent teneur de registre au sens de l'article 25 de la loi du 05 avril 1993 relative au secteur financier telle qu'elle a été modifiée (la «Loi de 1993»), agent domiciliataire au sens de l'article 28-9 de la Loi de 1993, agent de communication à la clientèle au sens de l'article 29-1 de la Loi de 1993, agent administratif du secteur financier au sens de l'article 29-2 de la Loi de 1993 ainsi que comme professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés au sens de l'article 28-10 de la Loi de 1993. A cet égard, la Société est chargée entre outre de traiter les demandes de souscription, de conversion et de rachat des parts ou des actions des organismes de placement collectif, d'agir comme administration centrale pour des organismes de placement collectif et généralement de fournir tous services administratifs à toutes entreprises et sociétés, fondations et organisations, et notamment des services d'administration, de gestion, domiciliation, de tenue de livres et de registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude et de consultation en rapport avec les services cités ci-dessus.

La Société aura aussi pour but de fournir des services comme «le Dépôt Professionnel d'Actifs autres que des Instruments Financiers» compris au sens de l'article 26-1 de la Loi du 05 avril 1993 sur le secteur financier.

La Société est autorisée à effectuer toutes transactions et tous actes juridiques en relation avec ses activités.

La Société peut acquérir des propriétés immobilières.

En général, la Société peut effectuer tous types de transactions industrielles, financières ou commerciales, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec son objet social.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est close.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A.S. BARANSKI, A. LESAINTE, C. ORBAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 septembre 2014. Relation: EAC/2014/12138. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014146313/247.

(140166451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Tishman Speyer Sanctuary Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.000.000,00.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 162.079.

In the year two thousand and fourteen, on the sixth day of October.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARS:

Tishman Speyer Holdings (TSEC) S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, with a share capital of two million Euro (EUR 2,000,000.-) and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 130391,

here represented by Ms. Monique Drauth, employee, having her professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on October 6, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) established and existing under Luxembourg laws under the name of "Tishman Speyer Sanctuary Holdings S.à r.l." (hereinafter, the Company), with registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 162079, established pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch/Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, dated July 5, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association number 2116, dated September 9, 2011 and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, prenamed, dated August 3, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association number 2360, dated October 4, 2011.

II. The Company's share capital is set at one million Euro (EUR 1,000,000.-) represented by one million (1,000,000) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each.

III. The sole shareholder takes the following resolution:

Sole resolution

The sole shareholder resolves to change the corporate objet of the Company, and therefore amend article 2 of the Company's articles of associations to give it henceforth the following content:

" **Art. 2.** The Company may carry out (a) all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in (i) enterprises (in whatever form) which may, pursuant to their constitutional documents, acquire and hold only real property and other assets necessary for the management of such real property (the Real Estate Companies) and (ii) real estate holding companies which are hereby defined as entities the purpose of which, according to their constitutional documents, is to indirectly acquire and hold real property and other assets necessary for the management of such real property through acquiring and holding interests in other entities the purpose of which is restricted in the same manner as described in (i) and (ii) above (the Real Estate Holding Companies), as well as (b) the administration, the management, the control, the development and the disposal of such participating interests in Real Estate Companies and Real Estate Holding Companies.

In connection with the purposes stated above, the Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest, or any companies or enterprises, which are affiliates of the Company.

In general, the Company may carry out any financial, commercial, industrial, personal or real estate transactions, take any measure to safeguard its rights and make any transactions which are directly or indirectly connected with its purposes stated above or which promote their development or extension.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds or any other instruments which may be convertible."

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present resolutions are estimated at approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the proxyholder of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by her name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Nous, Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Tishman Speyer Holdings (TSEC) S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie et existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de deux millions d'Euro (EUR 2.000.000,-) et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 130391,

ici représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 6 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par sa mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination «Tishman Speyer Sanctuary Holdings S.à r.l.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 34-38, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162079, constituée par acte reçu par Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 2116, en date du 9 septembre 2011 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par acte reçu par Maître Francis Kessler, prénommé, en date du 3 août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association numéro 2360, en date du 4 octobre 2011.

II. Le capital social de la Société est fixé à un million d'Euro (EUR 1.000.000,-) représenté par un million (1.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,-) chacune.

III. L'associé unique prend la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier l'objet social de la Société et ainsi de modifier l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** La Société peut réaliser (a) toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations dans (i) des entreprises (sous quelque forme que ce soit) qui peuvent, conformément à leurs documents constitutifs, acquérir et détenir exclusivement des biens immobiliers et d'autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens immobiliers (les Sociétés Immobilières) et (ii) des sociétés de détention de portefeuille immobilier qui sont définies ici comme des entités dont l'objet social, conformément à leurs documents constitutifs, est l'acquisition et la détention indirecte des biens immobiliers et autres actifs nécessaires à la gestion de tels biens immobiliers, par le biais de l'acquisition et la prise de participations dans d'autres entités dont l'objet social est limité de la même façon comme décrit aux points (i) et (ii) ci-dessus (les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier), ainsi que (b) l'administration, la gestion, le contrôle, le développement et la cession des participations dans les Sociétés Immobilières et les Sociétés de Détention de Portefeuille Immobilier.

Dans le cadre des objets indiqués ci-dessus, la Société peut apporter tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt, ou à toute société ou entreprise, qui sont des sociétés affiliées de la Société.

En général, la Société peut réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social indiqué ci-dessus ou qui favorisent son développement ou son extension.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations ou d'autres instruments qui pourront être convertibles.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cent Euro (EUR1.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même mandataire et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 octobre 2014. Relation: LAC/2014/46741. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014159331/122.

(140180106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.